

# Une occasion historique

par Isabelle Grunberg

**Q**UEL que soit le « consensus » qui entoure la position française dans la crise du Golfe, cette position est à courte vue, et surtout repose sur une conception surannée des relations internationales. Qu'est-ce qui lie les mains du gouvernement français et l'empêche d'apporter un soutien inconditionnel à l'initiative américaine ?

Principalement la nécessité de garder des « amitiés » dans le monde arabe, la volonté d'être perçu comme indépendant d'une grande puissance qui y suscite l'animosité, voire la haine collective.

Ce calcul est mauvais pour deux raisons. Premièrement, il sous-entend que l'ère des « marchés captifs », des contrats privilégiés, des zones d'influence, a encore de l'avenir, à l'heure où le clientélisme et les ventes d'armes massives à des pays « amis » se sont révélés être un moyen de moins en moins sûr pour équilibrer nos échanges extérieurs – sans parler de la dimension morale.

Les compromissions politico-économiques (qui pervertissent aussi l'appareil judiciaire et policier, comme on l'a vu avec les affaires Naccache et Gordji) ne remplaceront jamais une réelle compétitivité, dont la France ne fait l'économie qu'à ses risques et périls.

En second lieu, la logique des blocs est surannée d'un point de vue stratégique. Avec l'effondrement du bloc de l'Est, le monde se trouve enfin dans une situation propice à l'avènement d'un véritable système de sécurité collective, dans lequel une attaque contre un des membres est une attaque contre tous.

## Le culte français de la finesse

Dans un tel système, l'agression, pourvu qu'elle soit caractérisée comme dans le cas de la prise du Koweït, est une justification suffisante d'intervention. Jusqu'à présent, le principe de la sécurité collective n'a été efficace que lorsqu'il coïncidait avec l'intérêt des grandes puissances. Leur rapprochement fournit les conditions idéales pour mettre en application ce principe. C'est le cas dans la crise actuelle. Pourquoi ne pas en profiter pour se joindre sans réserves à l'effort commun des puissances occidentales et arabes ?

Le monde est mûr pour une transition entre l'équivalent, en politique intérieure, de la « guerre des clans » et un système cohérent et stable de maintien de l'ordre. Pendant ce temps, la France parle de non-alignement et du « prestige d'une politique étrangère indépendante » – qui est plutôt le mirage

pompeux d'une politique irresponsable. C'est aussi absurde que de vouloir défendre les voleurs et les assassins au nom du « non-alignement » avec la police. On invoque des concepts des années 50 au lieu de saisir une occasion historique.

Faut-il blâmer le culte français de la finesse et de la nuance ? Pourtant, l'intelligence consiste, dans une équation qui contient trop de variables, à savoir en éliminer quelques-unes, plutôt que de produire des politiques aussi confuses que les situations auxquelles elles doivent répondre.

On nous explique, à grand renfort de citations de Tocqueville, que la politique étrangère est la faiblesse des démocraties, dont le caractère ouvert, pluraliste et délibératif s'accommode mal de la continuité et de la rapidité de décision nécessaires.

Mais en France, nous n'avons ni politique étrangère démocratique, ni politique étrangère rigoureuse. A quoi cela sert-il d'exclure les citoyens, si leurs hésitations sont remplacées par celles des dirigeants ? Le jour où les Français auront vraiment une voix en matière de défense et de diplomatie, ils opteront, comme dans les démocraties anglo-saxonnes, pour la paix durable, c'est-à-dire l'anéantissement des agresseurs.

► Isabelle Grunberg est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.